

1

Dr. Fakhri ISSAOUI¹

2

¹ School of Electronic Business of Manouba. Republic of Tunisia

3

Received: 19 December 2011 Accepted: 9 January 2012 Published: 20 January 2012

4

5 **Abstract**

6 Cet article traite la manière selon laquelle l'État doit gérer les effets sociaux associés à la
7 privatisation des entreprises publiques (EP). Dans les pays africains un tel sujet prend
8 beaucoup plus d'ampleur et d'importance étant donné que les conditions sociales de base sont
9 d'ores et déjà si dégradées et si critiques (pauvreté, chômage, inégalité, etc.). Dans de telles
10 circonstances le gouvernement est invité à jouer deux rôles fondamentaux, primo cerner les
11 effets sociaux liés à la privatisation du secteur public et secundo alléger les coûts sociaux que
12 supportent les individus ou les groupes d'individus suite à ladite privatisation. De même le
13 gouvernement doit veiller à ce que son intervention soit efficace économiquement afin de
14 permettre au processus de privatisation et de restructuration des EP d'atteindre ses objectifs
15 escomptés.

16

17 **Index terms**— Privatisation, emploi, efficacité

18 **1 INTRODUCTION**

19 Durant les trois dernières décennies, la privatisation des entreprises publiques (EP) a connu un essor remarquable
20 touchant aussi bien les pays développés qu'en voie de développement. Ceci s'explique par le fait que la
21 privatisation ne soulève plus, à l'heure actuelle, les mêmes risques et les mêmes soucis que craignaient auparavant
22 soit les gouvernements ou les différents groupes socioéconomiques. De nos jours, il existe une conviction quasi
23 unanime qui stipule que la privatisation n'est plus fondée sur des raisons idéologiques ou théoriques, mais plutôt
24 sur des raisons pragmatiques. Autrement dit, il est devenu clair que la privatisation est, l'une des principales
25 politiques économiques, qui remédeie et amoindrie les difficultés du secteur public ; ce constat n'a cessé de se
26 consolider depuis le déclenchement de la crise d'endettement de 1982 qui a mis l'accent sur la réalité selon
27 laquelle le secteur public est la cause fondamentale des différents déficits et déséquilibres macro-économiques
28 (déficit commercial, déficit budgétaire etc.).

29 Et bien que la privatisation ait commencé dans les pays développés, ceux en voie de développement n'ont
30 pas tardé à s'aligner avec la tendance mondiale prônant le libéralisme économique et la privatisation du secteur
31 public comme des stratégies motrices à tout développement.

32 Ce mouvement d'ensemble s'expliquait, par deux raisons fondamentales. D'une part, la conscience accrue, de
33 ces pays, des problèmes et difficultés de leurs modèles de développement basés sur l'interventionnisme étatique
34 et la planification centralisée. D'autre part, il est devenu clair que les problèmes du secteur public ont atteint un
35 seuil critique où il fallait adopter des changements structurels surtout dans un environnement mondial caractérisé
36 par l'intensification de la concurrence nationale et internationale.

37 Toutefois, il est important de remarquer qu'au-delà du simple transfert de la propriété publique aux investisseurs
38 privés, plusieurs objectifs sont visés et maintes contraintes sont soulevées. Au niveau des objectifs nous pouvons
39 citer, à titre illustratif et non exclusif, que la privatisation permet l'augmentation de l'efficacité aussi bien
40 de l'économie en sa globalité (aspect macro-économique) que celle des entreprises privatisées (aspect micro-
41 économiques). Également, elle contribue à la rationalisation du comportement de l'État en vue d'une utilisation
42 économique des ressources publiques rares. De même, la privatisation massive d'entreprises d'État peut constituer
43 une occasion par excellence à la création d'une dynamique concurrentielle. Parallèlement à ces objectifs il est
44 supposé, également, que la privatisation risque de produire des contraintes qu'il faut prendre en considération
45 pour réussir le processus du changement. Il s'agit principalement des contraintes sociales (licenciement, baisse
46 des salaires, pauvreté, accroissement des inégalités etc.), financières (marchés financiers peu développés, absence

1 INTRODUCTION

47 d'investisseurs stratégiques, problèmes d'évaluations des actifs privatisables etc.) et politiques (troubles sociaux,
48 la perte de l'appui politique du grand public, les revendications syndicales etc.).

49 A ce niveau d'analyse notons que les objectifs recherchés et les contraintes soulevées ne sont pas identiques
50 pour tous les pays. Autrement dit, la fixation, a priori, des objectifs doit tenir compte essentiellement des
51 caractéristiques économiques, politiques et sociales du pays. De même, l'intensité des contraintes et leurs
52 importances pour les décideurs politiques ne peuvent pas faire l'objet d'une unanimité parce qu'elles sont
53 largement dépendantes du niveau de développement du pays aussi bien, sur le plan économique qu'institutionnel.
54 Par conséquent, il serait difficile de s'accorder sur un modèle de privatisation pré-établie étant donné que chaque
55 pays constitue un cas particulier par rapport aux autres.

56 Ainsi, vu cette forte dispersion au niveau des pays, le sujet de la privatisation a été étudié sous différents
57 angles et facettes sans aboutir à une ligne de conduite unique. Les querelles sur ses causes, ses conséquences, ses
58 techniques et ses effets sociaux et économiques restent jusque là viable. Et même les théories qui ont essayé de
59 dégager des réponses sont restées encore loin de susciter l'accord universel des chercheurs et des investigateurs
60 dans le domaine économique. Ces divergences théoriques s'expliquent essentiellement par la nature même de la
61 problématique de la privatisation qui se trouve imbriquée au sein de la problématique de l'État toutes les fois
62 qu'elle (c'est-à-dire la privatisation) signifie le recul et l'amoindrissement du rôle de l'État dans la vie économique.
63 Conséquemment et du fait que le rôle de l'État et sa 2 Selon BOS. D [1991] la privatisation se définit comme
64 étant le transfert d'actifs détenus par des agents publics au profit d'agents privés. Selon Cook et Kirkpatrick,
65 [1995] elle se définit comme le transfert d'avantages productifs du secteur public au secteur privé taille optimale
66 constituaient, jusque là, des sujets de débats entre les économistes, il paraît logique qu'il y aura une transposition
67 de ce débat au niveau de la problématique de la privatisation.

68 Dès lors, du moment que le sujet de l'État n'a pas convergé vers une unanimité scientifique au niveau de sa taille
69 et de son rôle économique, il est, a priori difficile de penser que la privatisation aboutira à une telle unanimité
70 malgré l'ample effort qu'avaient fourni les institutions financières internationales pour que tous les pays aient
71 une conviction ferme aux bienfaisances des politiques de privatisations. Mais, en dépit de toutes ces divergences,
72 la réalité actuelle paraît être rassurante pour les partisans du libéralisme économique et de la supériorité de la
73 régulation marchande par rapport aux autres formes de régulation économique. La privatisation se mondialise
74 dans un cadre spatiotemporel sans précédent, ouvrant les portails à une restructuration économique des secteurs
75 publics, une réallocation de ressources productives, des mutations sectorielles et à de nouvelles politiques de
76 réglementation. Toutefois, le succès relatif qu'a connu la privatisation au niveau économique n'était pas souvent
77 accompagné par le même succès au niveau social. Ce constat nous permet de poser la question suivante : la
78 privatisation est-elle par essence anti-sociale ? La réponse à cette question est, multidimensionnelle, étant donné
79 que si les économistes s'accordaient sur l'effet négatif de la privatisation sur l'emploi, dans le très court terme,
80 ils se désaccordent sur le sens de cette relation dans le moyen et le long terme (effet dynamique).

81 Sur le plan théorique nous notons que la littérature économique penchant sur la privatisation et malgré
82 sa richesse quantitative, comme le témoigne le nombre important d'ouvrages et d'articles et de rapports,
83 souffre, cependant, de trois problèmes essentiels. Primo, cette littérature ne s'est intéressée guère à la relation
84 privatisation -emploi comparativement aux multiples études qui se sont penchées sur l'étude de la relation
85 privatisation efficacité. Cette asymétrie d'intérêt traduit la volonté de maintes institutions internationales que
86 de chercheurs académiques à l'exaltation des bienfaisances des politiques de privatisation sur l'efficacité tout en
87 fermant les yeux sur ses retombées sociales tout et en les considérant comme éphémères ou à la limite comme le
88 « juste » coût de l'inefficacité productive et allocative de l'EP. Cependant, la réalité ne s'accorde pas, souvent,
89 avec cette thèse étant donné que la négligence des effets négatifs de la privatisation sur l'emploi et la nonprise
90 en compte des mesures économiques pour les alléger risquent de menacer le processus de restructuration et par
91 conséquent de retarder ou même annuler les objectifs visés. Il s'ensuit que l'évaluation simultanée, de ces deux
92 relations, paraît une action fondamentale pour connaître les différents aspects qui caractérisent les politiques de
93 privatisation.

94 Secundo, nous remarquons que la majeure partie des travaux empiriques est caractérisée essentiellement
95 par leurs grandeurs macroéconomiques ce qui n'a pas permis de savoir lesdits effets au niveau des entreprises
96 individuelles. De plus, les études concernées ont penché sur une analyse ponctuelle et instantanée ne couvrant,
97 généralement, que l'année durant laquelle la privatisation a été déclenchée. Toutefois, ce type d'analyse peut
98 fausser la réalité, étant donné, qu'il faut opter pour une vision dynamique qui peut quantifier les effets des
99 politiques de privatisation dans le temps.

100 Tertio, outre les deux problèmes ci-dessus mentionnés, nous remarquons que la quasi-totalité de la littérature
101 existante s'est intéressée à un groupe spécifique de pays (pays développés, ex pays socialistes, pays de l'Amérique
102 latine) ; toutefois les études sur les pays africains et arabes sont encore rares et loin de répondre aux principales
103 questions connotées aux politiques de privatisation.

104 Le présent travail ne constitue pas une réponse systématique à toutes les critiques que nous avons exposées
105 mais plutôt une simple réflexion portant sur une analyse théorique des conséquences sociales de la privatisation
106 (Section II) et une taxinomie des principales lignes de conduite qu'un gouvernement peut suivre afin d'alléger
107 l'intensité du coût social que subi la communauté (section III).

108 **2 II.**

109 **3 LES CONSÉQUENCES SOCIALES DE LA PRIVATISATION**

110
111 Dans les pays africains l'État a contribué fortement dans les domaines sociaux et économiques afin de réduire
112 les inégalités, la pauvreté et augmenter le bien être social. En effet, l'action de l'État dans le domaine social a
113 porté, essentiellement sur la lutte contre le chômage, l'établissement d'une couverture sociale, l'augmentation des
114 revenus salariaux et la protection des classes pauvres et démunies. En revanche, il est fort probable que lors de
115 la privatisation des entreprises publiques, les avantages sociaux ci-dessus mentionnés disparaîtront quand celles-ci
116 deviendront privées tout en cédant la place à d'autres opportunités qui se créent. Ceci veut dire qu'il y aura une
117 nouvelle répartition de la richesse qui peut être l'origine d'une dégradation du « bien être » d'un ou plusieurs
118 groupes sociaux. A ce stade, l'action de l'État paraît primordiale pour contrecarrer les effets ou l'impact de ceux
119 qui perdent leur « ex -bien être ». Mais, il est toutefois à remarquer que l'impact de la nouvelle répartition de
120 la richesse (généré par la privatisation des entreprises publiques) sur les groupes sociaux dépend, dans une large
121 mesure, de plusieurs facteurs qui concernent la situation financière de l'entreprise sujette de privatisation; les
122 méthodes de la privatisation 3 Ceux qui consomment le produit de l'EP.

123 (privatisation interne, privatisation externe ou privatisation de masse), les conditions macroéconomiques, la
124 vitesse de la privatisation... etc.

125 Ceci nous confirme l'idée selon laquelle l'étendu de l'impact social ne peut pas se faire dans le cadre d'un modèle
126 général et pré -établi mais plutôt dans le contexte d'études concrètes portant sur le cas par cas. Toutefois, il est
127 possible d'analyser les idées communes qui interviennent généralement dans un processus de privatisation. D'une
128 manière générale l'EP est liée directement ou indirectement à certains groupes qui bénéficient probablement de
129 ses actions économiques et sociales. A titre illustratif et non exclusif nous pouvons citer les travailleurs, les
130 consommateurs 3 , les fournisseurs et parfois même l'État. Conséquemment, après sa privatisation l'ex E P
131 connaîtra probablement un changement au niveau de la gestion et qui devra être en conformité avec les nouvelles
132 données et contraintes qui surgissent et dont la plus importante l'absence du soutien et de la tutelle de l'État.
133 En d'autres termes, les nouveaux acquéreurs soucieux de rentabiliser leur entreprise vont essayer d'agir afin
134 d'accroître aussi bien son efficacité productive qu'allocative. Du côté de l'efficacité productive, les nouveaux
135 propriétaires essayent de maîtriser leurs structures du coût afin de maximiser le profit. D'un autre côté, pour
136 augmenter l'efficacité allocative (définit à l'optimum comme l'égalité entre le coût marginal et le prix du marché
137 Cm = P), les nouveaux acquéreurs vont allouer les ressources productives de telle façon que la productivité
138 marginale des facteurs soit la plus élevée possible.

139 Cette nouvelle stratégie basée sur le critère « d'efficacité économique » est à l'origine de l'impact social. Ce
140 dernier est plus ou moins opérant à travers le temps dans la mesure où il engendre des effets immédiats et des
141 effets à plus ou moins long terme, tout dépend de la nature et de la manière de la réaction des différents agents
142 économiques. Par ailleurs, et comme le souligne V.V. Ramanadham (1994) l'impact de la privatisation dépend,
143 en large mesure, de la taille du secteur public privatisé. En effet, trois cas sont envisageables :

144 Dans ce cas, l'impact est jugé faible donc supportable avec l'hypothèse que le poids de l'entreprise privatisée
145 sur le reste de l'économie est faible (il ne s'agit pas d'une entreprise publique en situation de monopole, ou
146 évoluant dans un secteur stratégique).

147 Ceci nous révèle la réalité selon laquelle l'impact social de la privatisation peut ne pas être contraignant si le
148 nombre des privatisées est faible et que leur poids l'est aussi. En revanche, la réalité est beaucoup plus complexe
149 parce que la situation macroéconomique nécessite parfois une justement totale et a) Une seule entreprise publique
150 est privatisée une privatisation de masse. Cette dernière peut constituer un souci pour les pouvoirs publics vu
151 que cela engendre un processus cumulatif d'effets sociaux. Si nous considérons une seule entreprise à privatiser,
152 nous pouvons dire que les travailleurs et l'État seront touchés directement et instantanément. Les travailleurs,
153 subissent probablement un licenciement (total ou partiel) qui précède ou accompagne le changement de la nature
154 de la propriété. Quant à l'État, son budget sera renfloué par les recettes de vente de l'entreprise, mais il supportera
155 directement ou indirectement certains coûts tels que les coûts financiers (coût de l'assainissement financier, coût
156 de dégagement de personnel...etc.).

157 Pour les autres groupes, qui sont reliés à l'ex EP (consommateurs, fournisseurs...etc), l'effet attendu ne sera
158 significatif qu'à plus ou moins long terme. En effet il faut attendre une période de temps pour que ces effets
159 surgissent à travers les prix, la demande des « inputs », le niveau de la production ...etc. b) Toutes les entreprises
160 publiques appartenant à un secteur économique sont privatisées Lorsqu'un secteur entier est privatisé, l'impact
161 semble être considérable et multi-directionnel. D'une part, il peut y avoir un changement total au niveau des
162 pratiques et de la rationalité des entreprises de ce secteur (en cherchant d'être plus efficace). Mais il est toutefois
163 à remarquer qu'à ce niveau d'analyse se pose le problème des secteurs qui doivent être privatisé en premier lieu
164 ainsi que le critère de ce choix. En effet, selon M. Husain et R. Sahay , il vaut mieux privatiser tout d'abord
165 les petites entreprises pour au moins deux raisons fondamentales : étant donné qu'elles ne constituent pas une
166 contrainte pour le bon déroulement du processus (nous pouvons trouver suffisamment de demandeurs pour les
167 actions privatisées d'une petite entreprise mais probablement pas lorsqu'il s'agit d'une grande entreprise).

168 -Il est plus pratique dans le cas d'absence d'un marché financier développé de commencer par la privatisation
169 des petites entreprises étant.

3 LES CONSÉQUENCES SOCIALES DE LA PRIVATISATION

170 -Ce type de privatisation peut amener à une distribution plus équitable des entreprises à privatiser.
171 Les deux auteurs, ci-dessus mentionnés, avancent, encore que le secteur qui doit être privatisé avant l'autre
172 doit par conséquence fournir et générer le plus des gains en efficacité allocative. Il s'agit en effet des secteurs qui
173 ont quelques difficultés financières et qui gagnent de la propriété privée surtout lorsqu'ils ont les capacités pour
174 réagir aux chocs auxquels ils font face.

175 Par voie de conséquence lorsqu'un secteur en difficulté est privatisé alors ceci signifie que l'impact social sera
176 plus étendu par rapport au cas où (une seule entreprise est privatisée) c) La totalité ou la majorité des entreprises
177 publiques sont privatisées Lorsque nous étudions l'impact social de la totalité des privatisations, il faut tenir
178 compte de deux variables additionnelles. La première concerne le changement au niveau de la politique budgétaire
179 étant donné que le budget de l'État sera alimenté en grande partie par des ressources supplémentaires. De plus,
180 certaines dépenses cessent telles que (subventions d'équipement, subventions d'exploitation ...etc.); ceci peut être
181 une source de redistribution par le budget de l'État favorisant ou défavorisant les autres agents économiques.
182 La deuxième variable concerne le transfert des profits et des bénéfices en faveur des nouveaux propriétaires des
183 entreprises privatisées quand celles-ci sont bénéficiaires. Cela signifie, par conséquent, qu'une nouvelle politique
184 de redistribution de revenu est appliquée et qu'il faut donc cerner ses impacts dans un processus de privatisation.
185 A ce stade d'analyse une question se pose : Quelles sont les composantes du coût social ? Pour répondre à cette
186 question il faut tout d'abord déterminer la nature des groupes sociaux qui sont généralement touchés par un
187 processus de restructuration ou privatisation. Il s'agit essentiellement de .

188 -L'État (c'est un groupe social homogène ayant des objectifs précis dans un processus de privatisation), -Les
189 investisseurs (acheteurs et acquéreurs des EP), -Les salariés, -Les consommateurs.

190 i. Impact sur l'État Lorsque le gouvernement se déclare comme vendeur de ses actifs publics une question
191 fondamentale se pose portant sur la valeur de cessation de l'entreprise au privé et qui soulève le problème
192 d'évaluation convenable des actifs et des passifs de l'entreprise. En effet, lorsque la valeur de cessation est
193 inférieure à la valeur réelle des actifs de l'entreprise alors le gouvernement enregistre un manque à gagner,
194 conséquemment les acquéreurs profitent de cet écart. Sur le plan pratique, il s'est avéré difficile de montrer ou
195 de prouver si le prix de vente de l'entreprise lèse ou non la communauté étant donné que dans certains cas de
196 privatisation interne ou externe l'État distribue soit gratuitement ou à des prix bonifiés des parts de capitaux
197 à des groupes particuliers d'acquéreurs (salarié, public...etc.). D'un autre côté, le problème de l'évaluation de
198 l'entreprise à privatiser se complique davantage par l'absence ou l'insuffisance d'un marché de capitaux où nous
199 pouvons trouver des critères de référence pour l'évaluation réelle de l'actif de l'entreprise publique à privatiser.

200 Par conséquent l'inconvénient majeur du sous évaluation des entreprises privatisées est qu'elle prive l'État des
201 ressources supplémentaires de revenus qui auraient du renflouer son budget. D'un autre côté, l'État Toutefois,
202 lorsqu'il s'agit de la privatisation des entreprises publiques bénéficiaires alors l'État risque de perdre des ressources
203 financières importantes en faveur du secteur privé. Mais si ceci ne pose pas de graves problèmes lorsque la cession
204 des EP se fait au profit des investisseurs nationaux alors dans le cas contraire la privatisation peut devenir
205 problématique. En effet, lorsque l'investisseur national rachète une EP rentable l'État et la communauté peuvent
206 tirer profit indirectement par le biais des impôts ou des investissements ultérieurs qu'il compte faire. Toutefois,
207 le comportement des investisseurs étrangers est difficile à cerner étant donné qu'ils peuvent mener une action
208 opportuniste qui les pousse à réinvestir ailleurs. Un tel constat est très fréquent dans les pays africains où
209 les investisseurs étrangers ont faiblement contribué dans le développement et la croissance et sont contentés
210 d'exploiter des opportunités économiques.

211 ii. L'impact sur les investisseurs Parmi les questions qui accompagnent tout programme de privatisation, nous
212 pouvons avancer les deux suivantes : A qui vendre ? Quelle est l'affectation optimale du capital de l'entreprise
213 privatisée ?

214 En réalité les réponses à ces deux questions sont difficiles et compliquées à exposer parce qu'elles dépendent
215 des objectifs recherchés et non soumises à des considérations d'efficacité ou d'efficience. Également elles devront
216 être traitées en termes d'avantages coûts et non en termes d'évaluation absolue.

217 La privatisation de masse a été largement utilisée dans les ex pays socialiste et ce afin de familiariser les citoyen
218 avec le passage brusque à l'économie de marché sans pour autant réfléchir sur l'efficacité de ces politiques. Sur le
219 plan de la gouvernance une telle modalité est loin d'être efficace étant donné qu'elle ne parvient pas à créer une
220 échelle d'incitation qui peut aboutir à la réalisation de performance. Conscients de sa faille en termes d'efficacité
221 les gouvernements ont l'aboli en essayant de choisir des modalités plus efficientes et capables d'aboutir à une
222 gouvernance stratégique.

223 Également les gouvernements ont recouru à des politiques visant l'encouragement de certains investisseurs.
224 Cette intervention s'inscrit en général soit dans un cadre politique (intéresser le plus de monde pour élargir la
225 base de légitimité du processus) soit dans un cadre social (réduire les effets négatifs du processus sur les groupes
226 qui sont gravement touchés en l'occurrence les salariés). A titre illustratif et non exclusif nous pouvons citer les
227 actions étatiques suivantes: -La distribution gratuite d'une partie de capital aux employés ou contre des sommes
228 symboliques (prix bonifiés, des aides financières ...etc.) -La distribution libre d'une partie de capital en faveur
229 du grand public ou d'une communauté donnée.

230 Quant à la première procédure (la distribution gratuite d'une partie de capital aux employés), nous remarquons
231 qu'elle a été fréquemment utilisée dans les ex pays socialistes et certains pays développés mais rarement dans
232 les pays en développement. Les objectifs recherchés à travers cette modalité sont au nombre de deux. Primo, la

233 volonté approuvée par certains gouvernements à l'implication des travailleurs dans la gouvernance des entreprises
234 privatisées et secundo, pour affaiblir la rigidité des travailleurs contre le processus de privatisation. Cependant,
235 pour certains économistes une telle politique peut être inéquitable pour au moins deux raisons fondamentales.
236 Premièrement : Les employés des entreprises publiques ne constituent pas forcement le groupe qui a le revenu
237 le plus faible surtout dans les pays développés. De plus, ils ne risquent pas la perte définitive de leurs emplois
238 surtout s'ils évoluent dans des activités de grandes dimensions (là où l'espérance de décrocher un nouvel emploi
239 est relativement plus élevée que celle dans les activités de petites tailles). Les travailleurs opérant dans des
240 activités de petites tailles seront peut-être relativement, plus exposés aux effets négatifs de la privatisation vu
241 qu'ils subiront des baisses de revenu et des licenciements. Deuxièmement : lorsqu'une entreprise publique est
242 privatisée à ses travailleurs, un sentiment d'inéquité peut surgir. En effet, les travailleurs évoluant dans des
243 entreprises rentables seront plus chanceux que leurs collègues exerçant dans des entreprises moins rentables.

244 Quant à la deuxième procédure (distribution libre d'une partie ou de la totalité de capital au public), et bien
245 qu'elle soit, équitable elle est économiquement inefficace. D'une part, elle réduit les recettes de la privatisation
246 du côté de l'État ; d'autre part, la distribution d'une part faible du capital sur un nombre élevé d'actionnaires
247 peut ne pas susciter l'intérêt de ces actionnaires aux résultats de l'entreprise.

248 Il est toutefois à remarquer que si les investisseurs étrangers se mêlent à cette opération (ce qui est arrivé dans
249 plusieurs pays : Kenya, la Tanzanie, l'Ouganda), alors, il se produit un manque à gagner pour les investisseurs
250 nationaux. Pour faire face à des situations similaires il vaut mieux que l'État choisisse des positions médianes c'est
251 -à-dire qu'il fixe des parts jugées acceptables pour les investisseurs étrangers sans par contre priver les nationaux
252 à profiter de ce type d'occasion (dans les pays ci-dessus cités beaucoup d'entreprises profitables ont bénéficié aux
253 investisseurs étrangers).

254 Mais il faut noter enfin que l'impact de la privatisation sur les acquéreurs dépend en large mesure de l'action
255 de l'État qui peut favoriser un ou plusieurs groupes sociaux à l'acquisition des parts fixées des privatisées. En
256 d'autre terme, tout dépend de la volonté de l'État à se priver des recettes de privatisation pour réduire les effets
257 négatifs subis généralement par certains groupes sociaux (les salariés, les consommateurs etc.) et à exploiter
258 l'occasion de la privatisation pour initier une nouvelle conjoncture économique basée sur le déclenchement de
259 l'initiative privée (le capitalisme populaire) ; ceci veut dire que l'État doit faire l'arbitrage entre ses propres
260 intérêts et les intérêts des autres groupes sociaux.

261 iii. L'impact sur les salariés La privatisation s'accompagne généralement d'une réduction massive des effectifs
262 de travailleurs ce qui soulève des problèmes relatifs à l'accroissement de chômage. Lors de la privatisation, les
263 EP privatisées seront exposées à des nouvelles contraintes dont la plus essentielle est la perte de la tutelle et
264 du soutien financier de l'État. Par voie de conséquence, les nouveaux acquéreurs commencent en général par
265 l'assainissement économique et financier de l'entreprise qui engendre en premier lieu la réduction des effectifs
266 pléthoriques. Autrement dit au cas où un investisseur, ou un groupe d'investisseurs achètent une entreprise
267 publique, ils vont chercher à rentabiliser l'entreprise, le problème est qu'il n'y a pas suffisamment de choix
268 possibles (surtout lorsqu'il s'agit d'une petite ou moyenne entreprise). En effet, quoique le coût de la production
269 soit composé par plusieurs facteurs (coût des équipements, coût de matières premières, coût de la main d'oeuvre),
270 l'unique composante maîtrisable par une entreprise privatisée demeure le coût de travail que ce soit moyennant
271 une baisse des salaires ou le licenciement (les autres coûts échappent généralement à la maîtrise de l'entreprise
272 vu qu'ils sont déterminés par le fonctionnement libre de marché national ou international).

273 Et bien que les pertes d'emplois qui accompagnent la privatisation des EP ne soient pas systématiques et
274 pesants socialement dans tous les cas de figure nous pouvons dire qu'elles se transforment en une sérieuse
275 contrainte lorsque : -La capacité du reste de l'économie est insuffisante pour créer de nouveaux postes d'emploi
276 susceptibles de couvrir la totalité des licenciés. Dans certains pays (L'Inde, Bangladesh, Le Nigeria...), les effectifs
277 dégagés lors de la privatisation des entreprises publiques ont compliqué encore la situation vu l'augmentation du
278 chômage global.

279 -La contribution de l'EP dans le domaine social est relativement élevée. Souvent, nous avons assisté à
280 des entreprises publiques qui offrent des avantages non monétaires englobant des services sociaux (logement,
281 éducation, services sanitaires, transport...etc.). A titre d'exemple en Inde , chaque travailleur reçoit 10% de
282 son salaire sous forme de rémunération non monétaire alors qu'en Russie , ce chiffre est de 35%. Dans le cas
283 Tunisien nous ne disposons pas d'un chiffre agrégé, mais nous pouvons dire que ce type d'avantage est certainement
284 inférieur, par rapport au deux cas précédents, par exemple dans le cas de l'entreprise 'Marbrerie de Thala' en 1983
285 les avantages en nature ont atteint 3529 (D) ce qui n'a pas présenté que 3,34% du frais total du personnel (105638
286 D). Dans ces conditions la privatisation soulève beaucoup de problèmes sociaux; en d'autres termes, lorsque la
287 contribution de l'EP dans le domaine social est élevée alors la privatisation devient une source de déclin social.
288 Dans ce contexte, nous pouvons dire que le gouvernement Tunisien trouve à l'heure actuelle une grande difficulté
289 à la restructuration et à l'assainissement de la compagnie des phosphates de Gafsa (CPG) étant donnée qu'elle
290 présente un cas social particulier (village à entreprise unique) iv. L'Impact sur les consommateurs L'impact de
291 la privatisation sur les consommateurs dépend essentiellement de la nature de marché dans lequel l'EP opérait
292 avant sa privatisation et aux transformations possibles dudit marché après la privatisation. En effet, lorsque l'EP
293 opérait dans des marchés concurrentiels ou quasi concurrentiels la privatisation se veut socialement efficace étant
294 donné que les nouveaux acquéreurs vont continuer d'adopter la même logique de gestion productive et adopter
295 la même règle de décision en essayant d'égaliser le coût marginal au prix. A ce niveau nous pouvons dire qu'il

5 IV. INDEMNISER LES LICENCIÉS

296 peut y avoir une équivalence entre la propriété privée et la propriété publique étant données qu'elles convergent
297 socialement aux mêmes effets. Toutefois, lorsque l'EP opérait dans un marché monopolistique sa privatisation
298 pourra générer des effets négatifs sur les consommateurs qui vont faire face à une augmentation brusque des
299 prix. Cette dernière situation ne peut avoir lieu que si aucune politique de réglementation n'est adoptée par
300 l'État. Mais dans le cas contraire où l'État limite le taux de profit à son niveau de concurrence l'effet sur les
301 consommateurs peut être nul. Dans le monde réel nous remarquons, malgré que les gouvernements prononcent
302 qu'ils ont adopté des politiques réglementaires strictes, que les augmentations des prix sont quasi systématiques
303 aux privatisations des EP opérant dans des marchés monopolistiques (cas des cimenteries Tunisiennes) v. Autres
304 impacts Le cumul des effets sociaux de la privatisation sur les individus et groupes d'individus (licenciement,
305 baisse des salaires, augmentation des prix...etc) peut engendrer à son tour d'autres effets, il s'agit essentiellement
306 du : L'ampleur de ces effets dépend de l'intensité des effets subis par chacun des groupes affectés. Ainsi, le
307 gouvernement doit veiller à ce que les effets générés par la privatisation ne soient pas critiques socialement et
308 ceci l'oblige de jouer un rôle bienveillant comme nous allons le voir dans la section suivante.

309 4 III.

310 Management public de la privatisation -Rendre les salaires nominaux flexibles -Briser la relation emploi-services
311 sociaux -Améliorer l'information -Indemniser les licenciés -Améliorer la qualification des licenciés i. Rendre les
312 salaires nominaux flexibles Lorsque les salaires nominaux sont administrés alors la mobilité de la main d'oeuvre
313 est freinée. Ceci défavorise les licenciés qui doivent attendre une période de temps plus élevé pour décrocher un
314 nouvel emploi. Sur le plan pratique, une flexibilité parfaite des salaires n'est en réalité qu'une simple hypothèse
315 irréaliste étant donné qu'il y a de nombreuses contraintes dont l'essentiel reste toujours le pouvoir syndical. Mais
316 ceci ne nie pas le changement que connaît la majorité des pays au niveau de l'assouplissement des procédures et
317 l'autonomie relative de la variation des salaires dans des intervalles bien déterminés: (le Chili, par exemple, a
318 supprimé le système d'indexation généralisée à partir de 1982 et adopte un mécanisme de fixation plus souple. les
319 pays de l'Europe centrale et du nord Africain ont réussi des mécanismes plus souple par la voie des négociations.
320 ii. Briser la relation emploi -services sociaux Pour réussir une privatisation il faut que l'État se contente
321 veille à ce que les salaires qu'il verse à ses employés soient purement monétaires et ce afin que les mobilisations
322 post privatisation seront plus fluides. En effet, lorsque l'État offre à ses employés des salaires non monétaires
323 (logement, transport, etc.) alors les travailleurs seront plus rigides aux licenciements et aux départs volontaires
324 ce qui peut rendre la restructuration peu efficace. Toutefois, lorsque les salaires perçus par les travailleurs du
325 secteur public sont monétaires alors ils seront plus aptes à accepter les modalités de départ volontaire surtout
326 lorsqu'ils reçoivent des indemnités incitatives.

327 iii. Améliorer l'information Dans les pays en voie de développement, les travailleurs sont souvent mal informés,
328 ils se contentant d'échanger des renseignements de type informel pour savoir les offres de travail et les salaires
329 qui prévalent dans le marché. Cependant, dans les pays développés les travailleurs sont informés par le biais de
330 bureaux public et parfois privés d'emplois. Dans le monde actuel et malgré que l'information est devenue plus
331 abondantes (grâce aux nouvelles technologies de communication) le problème reste toujours posé dans les pays
332 pauvres où l'accès à de telles technologies demeure jusque là coûteux.

333 5 iv. Indemniser les licenciés

334 Pour combler la perte de revenu que subit les travailleurs (à cause des licenciements), l'État a recouru à la politique
335 d'indemnisation qui a pris deux formes essentielles. La première forme est le transfert périodique des revenus
336 (mensuel, semestriel...etc.) ce qui permet aux travailleurs de répartir leurs consommation sur une longue période.
337 La deuxième forme consiste à donner au travailleur (juste après le licenciement) toute l'indemnité et lui laisser la
338 liberté de choisir la manière qui lui convient pour sa dépense. Il est toutefois à remarquer que dans certains cas,
339 nous assistons à des régions qui contiennent une entreprise publique unique ce qui handicape la privatisation ou
340 même l'assainissement. Dans ce contexte, l'État peut soit donner plus d'indemnité pour encourager les licenciés à
341 se mouvoir vers d'autres régions soit créer d'autres entreprises ou enfin doter les travailleurs des moyens financiers
342 suffisants pour créer des petites entreprises.

343 v. Améliorer la qualification des licenciés Etant donné que la concurrence entre les travailleurs s'amplifie et
344 s'intensifie d'un jour à l'autre, la compétitivité des employés est devenue nécessaire. En effet, chaque travail
345 demande un ensemble de conditions nécessaires (habileté, vivacité, niveau d'instruction, productivité ...etc.);
346 pour cela une fraction des licenciés (surtout les moins qualifiés) s'éveillent sur la réalité selon laquelle ils sont
347 privés des facultés ou du niveau d'instruction nécessaire à leurs réinsertions dans le circuit économique.

348 Dans ce contexte, l'État peut intervenir pour aider les travailleurs à améliorer leurs compétences à travers
349 l'adoption des programmes de formation professionnelle (le cas de la Tunisie) ou de reconversion (le cas des pays
350 de l'Est, le Mexique...).

351 Sur le plan pratique 9 , ces programmes ont permis le raccourcissement de la durée de chômage en réalisant
352 la soudure entre l'emploi perdu et l'emploi créer ??0 . le choix des termes de la privatisation.

353 L'État peut également intervenir pour choisir les termes de la privatisation qui correspondent le mieux à
354 ses conditions économiques, politiques et sociales, sans par contre interrompre ou handicaper le processus des
355 réformes. L'État intervient également à deux niveaux essentiels pour déterminer : -La vitesse de la privatisation

356 -Le moment de la privatisation i. La vitesse de la privatisation Au cas où l'État craint que la réussite du
357 processus de restructuration nécessite une privatisation radicale des EP, alors il peut intervenir pour réduire la
358 vitesse de la privatisation et ce afin de s'éloigner d'un cumul massif de licenciements. Par voie de conséquence
359 cette politique permet une destruction équilibrée de l'emploi pour se prémunir d'une accumulation instantanée
360 du chômage. Dans les cas où les gouvernements ont adopté des privatisations de masse sans pour autant prendre
361 les précautions nécessaires les résultats sociaux étaient catastrophiques comme le témoigne les expériences des
362 pays de l'Afrique subsaharienne où les pertes d'emplois étaient énormes.

363 ii. Le moment de la privatisation En général, il est plus efficace à toute l'économie de commencer la privatisation
364 lorsque la situation macro-économique est « favorable » ou « soutenable ». Le cas Britannique représente une
365 privatisation qui a débuté dans des conditions économiques « normales » ce qui a permis ensuite à toute l'économie
366 des gains d'efficacité. Par contre dans les pays en transition, qui ont commencé la privatisation dans des périodes
367 de crise économique, il y a eu une forte dégradation des indicateurs sociaux (en Pologne par exemple, il y a eu
368 une perte d'environ 1.600.000 emplois à cause de la privatisation en moins de deux ans 89 -91).

369 **6 c) Ciblage des interventions**

370 En partant de la réalité selon laquelle il y a certains groupes qui seront affectés, alors l'État doit cibler ses
371 interventions pour se concentrer sur ceux qui ont réellement besoin. Pour cela, l'État peut identifier tout d'abord
372 les groupes affectés afin de voir ceux qui sont les plus touchés, ensuite il aura le choix de subventionner ou/et
373 de réaliser les transferts sociaux nécessaires. En effet une telle politique est extrêmement ?? Cas du Mexique,
374 Canada, USA 10 BM « Rapport sur le développement dans le monde 1995 ». importante vu qu'elle réduit les
375 inégalités qui peuvent prévaloir après les privatisations.

376 IV.

377 **7 Conclusion Générale**

378 La privatisation est une politique économique complexe à entreprendre surtout dans les pays pauvres étant donné
379 ses conséquences sociales qui peuvent aggraver des situations sociales d'ores et déjà aggravées. D'un autre côté
380 il s'avère parfois que cette privatisation est un « mal inévitable » qu'une économie devra supporter afin de
381 restructurer ses potentialités productives et dégager des gains d'efficacité. Ainsi, face à ces deux contraintes
382 l'État doit jouer un rôle actif pour atteindre deux objectifs fondamentaux. Premièrement instaurer le critère
383 d'efficacité et deuxièmement veiller à ce que ladite efficacité ne soit pas coûteuse socialement. Dans notre travail
384 nous avons pu soulever l'origine du coût social joint à la privatisation et nous avons retracé quelques lignes
385 de conduites que le gouvernement peut suivre afin de l'alléger. Les travailleurs, les investisseurs, l'État et les
386 consommateurs paraissent comme les groupes stratégiques qui sont influencés directement par un processus de
387 privatisation et que le gouvernement doit cerner leurs gains et leurs pertes afin de savoir comment mener une
388 politique de redistribution équitable. De même l'action de l'État peut porter sur trois volets importants à savoir
389 l'action sur le marché du travail, l'action sur le moment et la vitesse de la privatisation et enfin sur le ciblage de
390 ses interventions. ^{1 2}

¹Global Journal of Management and Business Research Volume XII Issue III Version I © 2012 Global Journals Inc. (US)

²MarchLe management du coût social de la restructuration du secteur public: Des lignes de conduite pour les pays Africains



Figure 1:

-
- 391 [Bos ()] , Dieter Bos . 1991. Oxford: Clarendon Press. (Privatisation-A Theoretical Treatment)
- 392 [Rapport De La Banque Mondiale Sur Le Développement Dans Le Monde ()] , Rapport De La Banque Mondiale Sur Le Développement Dans Le Monde . 1995.
- 393 [Commander and Jackman ()] S Commander , R Jackman , « . *Providing social Benefits In Rassia* » *WPS 1184 Septembre*, 1993.
- 394 [Cook et al. ()] ‘Competition, Regulation and Regulatory Governance: An Overview’. P Cook , C Kirkpatrick , M Minogue , D Parker . *Leading Issues in Competition, Regulation and Development*, P Cook, C Kirkpatrick, M Minogue, D Parker (ed.) (Cheltenham) 2004. Edward Elgar. p. .
- 395 [AH ()] ‘Humain and Ratna Sahay « Does sequencing of privatisation matter in reforming planned economies’. AH . *IMF staff papers* 1992. 39. (numéro 4 Décembre)
- 401 [Cook and Kirkpatrick (ed.) ()] *Privatization Policy and Performance: International Perspectives*, P Cook , C Kirkpatrick . P. Cook and C. Kirkpatrick (ed.) 1995. Englewood Cliffs, NJ: Prentice Hall/Harvester Wheatsheaf. p. . (Privatization Policy and Performance)
- 402 [Ramandam ()] V Ramandam . *The Impacts Of Privatization On Distribution Equity* » in *Privatization and*, 1994.
- 403